



VINGT-CINQUIÈME LEÇON

QUATRIÈME PARTIE

CONSOMMATION DE LA RICHESSE

La consommation. — Consommer la richesse, c'est la détruire. La substance des choses échappe, il est vrai, à tout anéantissement, et, à travers toutes les transformations, les atomes subsistent, prêts pour des combinaisons nouvelles. Mais nous ne considérons comme richesses que les choses utiles; or l'utilité peut disparaître. Ce qui était richesse cesse alors de l'être; il y a consommation. Cette notion de la consommation se trouve, du reste, en parfait accord avec celle de la production. L'homme, quand il produit, crée seulement de l'utilité, il en détruit quand il consomme.

Cette destruction d'utilité est inévitable: elle est la raison d'être, le but final de toute activité économique. La richesse, une fois produite, en effet, ne peut rendre service à l'homme qu'à la condition d'être consommée. L'aliment ne le nourrit qu'en disparaissant en tant qu'aliment, le vêtement s'use quand il le porte, la machine se détériore à mesure qu'il l'emploie, etc. C'est donc pour consommer qu'il produit, et la consommation, en satisfaisant ses besoins, est la récompense de ses efforts.

Les diverses espèces de consommations. — Toute richesse est donc consommée. Mais les conditions et les résultats de la consommation peuvent être très différents selon les cas. D'une part, en effet, la destruction de la richesse ne nous procure pas toujours une satisfaction immédiate. L'homme satisfait sa faim quand il consomme du pain, tandis que lorsqu'il consomme de la farine, du levain, du bois, etc., pour fabriquer ce pain, il se met seulement en mesure d'apaiser sa faim. Au premier cas, la consommation satisfait direc-

tement son besoin; elle ne le satisfait qu'indirectement au second. D'autre part, si l'homme produit pour satisfaire ses besoins en consommant, ses espérances ou ses prévisions sont parfois déçues. La richesse peut se trouver détruite sans qu'il l'ait employée, sans qu'il en ait tiré aucune satisfaction. Il y a donc plusieurs espèces de consommations, et la science a dû établir quelques classifications qu'il est bon de connaître.

1° CONSOMMATIONS REPRODUCTIVES OU INDUSTRIELLES. — Elle distingue d'abord des consommations qu'elle appelle *reproductives*. Ce sont toutes celles dont le résultat immédiat est une production équivalente ou supérieure de richesse. En pareil cas, la perte subie se trouve compensée, et presque toujours même plus que compensée, par un enrichissement, puisque la richesse détruite est remplacée par une autre souvent plus précieuse. Ces consommations sont donc bien des consommations reproductives. On les appelle aussi *industrielles*, parce que, ayant pour objet des capitaux, elles sont opérées par l'industrie. Agriculteurs, chefs d'industries extractives, manufacturiers, commerçants, entrepreneurs de transport, tous les producteurs consomment incessamment d'énormes quantités de matières premières et d'instruments de toute espèce; mais, incessamment aussi, ils produisent, en créant, conservant et faisant circuler des richesses. Ce qu'ils détruisent est remplacé, et comme, dans l'ensemble, leurs opérations sont convenablement dirigées, le remplacement s'opère avec bénéfices. Les consommations industrielles, loin d'appauvrir l'humanité, sont donc une condition essentielle de son enrichissement; elles sont indispensables pour créer, entretenir, remplacer et perfectionner l'outillage et pour fabriquer les produits achevés nécessaires à la satisfaction de nos besoins.

2° CONSOMMATIONS IMPRODUCTIVES. — Toutes autres consommations sont dites *improductives*, non pas que l'on entende, sans plus d'examen, les déclarer blâmables ou regrettables, mais parce qu'elles détruisent la richesse sans en produire immédiatement une autre qui la remplace. Il y a plusieurs sortes de consommations improductives.

a. — **LES CONSOMMATIONS PERSONNELLES,** comprenant celles d'entretien et de jouissance auxquelles nous devons le maintien de la vie et le bien-être. Elles ne sont pas indifférentes à la production, car elles servent souvent à entretenir ou développer les forces productives. Il en est ainsi de toutes celles grâce auxquelles sont entretenues la vie et la santé des hommes dont le travail profite à l'industrie d'une façon quelconque: Ouvriers, entrepreneurs, inventeurs, savants, professeurs, etc., qui s'emploient, nous l'avons vu, soit à créer, entretenir et développer les forces productrices, soit à les mettre en œuvre. — Le luxe lui-même, contenu dans certaines limites, peut avoir sur la production une influence bienfaisante, le

désir d'une vie large et l'espoir de l'obtenir servant de stimulants au travail et à la capitalisation¹. — Pourtant, de toutes ces consommations, nous disons qu'elles sont improductives, parce qu'elles n'aboutissent directement à la production d'aucune richesse. Lorsqu'un individu, serait-ce un producteur, consomme des denrées alimentaires, des vêtements, etc., la destruction de richesse ainsi effectuée n'est compensée immédiatement par aucune création de richesse nouvelle. Peut-être, par la suite, cette compensation sera-t-elle fournie, le consommateur étant mis à même, par les consommations supposées, de continuer à travailler. Mais il peut n'en pas être ainsi, bien des causes (accidents, maladie, mort, enrichissement subit, etc.) pouvant s'y opposer. Ce n'est pas là du reste le but qu'il s'est proposé en consommant, et, en tout cas, si la richesse anéantie est plus tard remplacée par une autre, ce n'est qu'indirectement que la première aura servi à produire la seconde.

b. — LES CONSOMMATIONS SUBJECTIVES. — Nous avons toujours supposé jusqu'ici des consommations *objectives*, c'est-à-dire résultant des changements de forme de la matière. Mais certaines consommations se produisent en dehors de toute modification matérielle. L'utilité d'une chose, en effet, ne dépend pas seulement des qualités intrinsèques de cette chose, mais aussi des besoins ressentis par les hommes. Le besoin venant à disparaître, la richesse qui était destinée à le satisfaire perd son utilité ; bien que restant identique à elle-même, elle cesse d'être richesse, elle est consommée *subjectivement*.

Les consommations subjectives sont souvent le résultat d'un changement dans les goûts. Les caprices de la mode en produisent presque périodiquement. Mais la principale cause de ce genre de consommation se trouve dans les inventions qui substituent des instruments perfectionnés à d'autres qui deviennent inutiles. Les machines ont détrôné la quenouille et le rouet ; nos musées sont remplis d'engins étranges, armes jadis, objets de curiosité aujourd'hui ; et si les peuples parvenaient à supprimer les guerres en soumettant leurs différends à l'arbitrage international, c'est un amas immense d'armes, de navires de guerre, de constructions de toute espèce, dont la valeur se chiffre par milliards, qui se trouverait tout à coup consommé subjectivement.

De quelque événement qu'elles résultent, favorable ou défavorable, les consommations subjectives ne sauraient être qualifiées de reproductives. Elles sont essentiellement improductives au contraire, et si l'on peut se féliciter que certains produits deviennent inutiles, on ne peut que regretter la peine prise pour les fabriquer.

c. Il arrive enfin que certaines richesses se trouvent consommées

1. Voy. *infra*, p. 289.

objectivement sans que l'homme ait tiré de cette consommation aucune satisfaction. Les pertes industrielles dues à l'inexpérience, au gaspillage, à la malchance dans l'emploi des forces productives ; les fléaux naturels, incendies, naufrages, inondations, etc. ; enfin les ravages de la guerre, — anéantissent trop souvent de grandes quantités de richesses dont personne ne profite. Il n'y a pas lieu de s'effrayer outre mesure de ces pertes, tant que ses forces productrices ne sont pas gravement atteintes, l'humanité est en mesure de les réparer. Elles n'en sont pas moins très regrettables. Aucune consommation ne mérite mieux l'épithète d'*improductive*, et l'on a même proposé de les appeler par un pléonasme énergique : des *consommations destructives*.

Pourquoi l'économie politique étudie la consommation. — Cette classification des consommations est intéressante, car elle rend exactement compte des divers aspects du phénomène de la destruction de la richesse. Mais toutes les catégories qu'elle distingue ne méritent pas au même point d'arrêter l'attention. Les consommations subjectives et les consommations destructives ont un caractère exceptionnel ; il nous suffira de les avoir signalées.

Les consommations reproductives et les consommations personnelles présentent au contraire une importance capitale. C'est d'elles surtout que la science se préoccupe. — Analysant les faits pour en dégager des principes, elle recherche quelle part doit être faite aux consommations reproductives et à chaque espèce de consommations personnelles, quels sentiments dirigent ou devraient diriger les hommes à cet égard, et comment le progrès social est activé ou enrayé par les habitudes qu'ils adoptent. — En même temps, étudiant les institutions, elle décrit et apprécie certains arrangements, nés de l'initiative privée ou de la volonté des gouvernements, et par lesquels on se propose de diriger la consommation dans le sens que l'on croit être le meilleur.

Nous consacrerons un premier chapitre à l'examen des questions de principe, et nous passerons en revue les institutions dans un deuxième.

CHAPITRE PREMIER

Des habitudes de consommation et de leur influence sur le progrès social.

Programme officiel : 1° l'Épargne ; ses sources, la prévoyance. — 2° Le luxe.

Le progrès social et les principaux emplois de la richesse. — Faire vivre plus d'hommes, les rendre plus moraux, plus intelligents et plus heureux, tels sont les résultats du progrès dans une société quand ce progrès est normal, portant également sur tous les éléments de la vie sociale.

C'est là un idéal singulièrement complexe; nombreuses sont les conditions de sa réalisation. Il faut, en même temps que la population s'accroît, que la puissance productrice de l'industrie augmente, qu'une division convenable des fonctions assure de mieux en mieux le bon gouvernement du pays et favorise le progrès de la science et de l'art, de l'éducation et de l'instruction des enfants; il faut aussi que chacun obtienne plus de bien-être et de loisir, que les mauvaises chances de la vie soient atténuées, que la charité secoure plus efficacement les infortunes.

C'est à toutes ces améliorations que les hommes doivent consacrer leurs efforts; c'est en vue d'elles qu'ils doivent employer la puissance productrice et régler la consommation des richesses dont ils disposent. Les sociétés civilisées modernes peuvent beaucoup à ces divers points de vue, parce qu'elles sont relativement riches. Mais elles ne doivent pas perdre de vue que le progrès doit être simultané dans tous les sens. Il leur faut être assez sages pour maintenir l'équilibre nécessaire, tout développement excessif dans une voie entraînant invariablement un retard ou même un recul dans une autre.

1° L'accroissement de la somme de vie humaine sur la terre est une condition que la nature impose à l'humanité comme à toutes les espèces. L'histoire prouverait au besoin qu'une nation ne peut être longtemps prospère lorsque le nombre de ses membres reste stationnaire ou diminue. L'augmentation de la population dans une société qui progresse est donc un fait normal, nécessaire même. Mais cette augmentation doit être contenue dans de justes limites. Toutes les forces de la société n'y doivent pas tendre, car à quoi servirait-il d'augmenter le nombre des hommes s'ils devaient rester,

dans l'ensemble, ignorants et misérables? Comme on l'a très bien dit, la vie dans le monde ne doit pas s'accroître seulement par l'effet des naissances, elle doit augmenter aussi dans le temps et dans l'espace. « Elle augmente dans le temps par une durée plus longue, elle augmente dans l'espace par le développement de facultés plus puissantes, par une action plus étendue sur le monde extérieur ¹. »

Nous avons dit quelles inquiétudes avaient à cet égard conçues les premiers économistes. Malthus et Ricardo, surtout, deux des plus illustres représentants de l'ancienne école anglaise, avaient émis des prédictions décourageantes. Le premier voyant avec effroi la population toujours prête à déborder, le second convaincu que la production des aliments serait de plus en plus enrayée par l'infertilité du sol, ils avaient tous deux peint l'avenir de l'humanité des couleurs les plus sombres. Ils n'avaient pas, sans doute, condamné tout espoir de progrès. Mais, à les en croire, la marche en avant des sociétés serait nécessairement boiteuse, une élite seulement profiterait du progrès des idées et augmenterait ses jouissances de toute sorte, la masse resterait exclue de toute participation au bien-être et privée du loisir sans lequel il n'est pas de perfectionnement intellectuel.

Heureusement, nous l'avons montré, leurs conclusions sont excessives. S'ils ont, l'un et l'autre, utilement signalé à l'humanité des obstacles redoutables, c'est à tort qu'ils ont désespéré du résultat de ses efforts pour en triompher. Les faits ont prouvé, surtout depuis cent ans, que l'accroissement de la population n'est exclusif ni des perfectionnements intellectuels ni de la diffusion du bien-être et du loisir. Bien qu'il soit difficile de l'établir par des chiffres, on ne peut douter que la conscience et l'esprit des masses soient plus éclairés aujourd'hui qu'à la fin du siècle dernier, et les statistiques démontrent formellement que la classe ouvrière, astreinte de nos jours à un travail moins dur et moins prolongé qu'autrefois, jouit en même temps d'une plus grande aisance. Une société peut donc accroître le nombre de ses membres sans que toute l'augmentation annuelle de ses ressources se trouve absorbée. Une forte partie de cette augmentation peut et doit être réservée pour d'autres objets.

2° Les individus qui se consacrent aux fonctions gouvernementales, aux travaux scientifiques ou artistiques, à l'éducation et à l'instruction de la jeunesse, ne produisent directement, nous le savons ², aucune richesse. Il est donc nécessaire qu'une portion de celles qui sont produites leur soient réservées. La part qui leur sera faite dépendra essentiellement des idées et des mœurs de la société. Le mépris de la science et de l'art, en réduisant outre mesure cette

¹ M. Courcelle-Seneuil. *Préparation à l'étude du droit*, p. 379.

² Voy. *supra*, p. 33.

part, rendrait impossible un développement suffisant de la source la plus féconde de progrès social. Le mépris du travail industriel, au contraire, et surtout un goût exagéré du fonctionnarisme, jetteraient dans le genre d'occupation dont nous parlons un trop grand nombre d'hommes. La société éprouverait alors une déperdition de forces; ses consommations seraient mal réglées puisque celles d'une importante catégorie d'individus se trouveraient hors de proportion avec les services par eux rendus.

3° Il est indispensable aussi qu'une portion considérable de la force productrice soit constamment consacrée à entretenir et à accroître le capital industriel. Nous avons étudié antérieurement la capitalisation et nous en avons analysé le mécanisme¹. Une forte partie du capital étant incessamment détruite par la production, il faut que le personnel de l'industrie s'occupe à le réparer, à le reconstituer, à l'accroître. Ce personnel, il faut qu'il vive, son travail doit être rémunéré : c'est-à-dire qu'une partie des richesses produites doit être réservée pour sa consommation.

4° Il ne suffirait même pas de continuer à entretenir le personnel de l'industrie comme par le passé. Lorsqu'une société s'enrichit, il est naturel, il est juste que chacun, dans la mesure de sa coopération, voie son sort s'améliorer. Le progrès social serait donc incomplet si l'accroissement des richesses n'était en partie consacré à l'élévation du salaire et à l'allègement de la tâche de l'ouvrier. La hausse du salaire est nécessaire pour que l'augmentation du bien-être soit générale; c'est elle aussi qui permet à la classe laborieuse d'éliminer de sa vie, d'atténuer tout au moins (à l'aide de combinaisons que nous étudierons dans le prochain chapitre²) les risques de mort, de vieillesse, de maladie, d'accident, etc. Quant au loisir permettant l'étude et la réflexion, il est, nous l'avons dit, une condition essentielle du perfectionnement intellectuel.

Mais, si désirables que soient de pareilles améliorations, on sent aisément combien il est nécessaire qu'elles ne dépassent pas certaines limites. L'abus du bien-être dans la classe ouvrière rendrait impossible l'atténuation des risques, et, poussant aux désirs insatiables, provoquerait des jalousies qui compromettraient la paix sociale. Quant au loisir, outre que le goût n'en doit pas dégénérer en paresse, comme ses effets dépendent de la façon dont on l'emploie, il serait dangereux que l'augmentation n'en fût pas proportionnée aux progrès des intelligences et des mœurs.

5° Il n'est pas nécessaire d'insister longuement pour démontrer qu'une part de la richesse doit aussi être consacrée à l'assistance, au soulagement des infortunes. Outre l'intérêt social, qui ne permet

1. Voy. *suprà*, p. 97.

2. Voy. *infra*, Épargne et assurance.

pas de laisser sans secours ceux que le désespoir pourrait porter au crime, un sentiment intime, la charité, nous pousse à la pitié. Ceux qui, obéissant à ce sentiment, prélèvent sur leurs revenus la part des pauvres, comprennent hautement le devoir : leur acte honore l'humanité.

Pourtant, si l'on prenait à la lettre certaines théories, on pourrait croire que la charité est condamnée par quelques philosophes.

Les uns, partisans d'une doctrine scientifique appelée « théorie de l'évolution », signalent avec force les dangers de l'assistance. Les espèces, disent-ils, se perfectionnent au cours des temps grâce à une sélection naturelle que dirige la loi de la *persistance des plus aptes*. L'élimination des éléments imparfaits étant la condition du progrès, il faut que les individus faibles ou vicieux disparaissent sans avoir transmis par l'hérédité leurs imperfections; c'est-à-dire qu'il faut qu'ils meurent sans s'être reproduits. La nature y pourvoit. Dans la lutte pour l'existence, les plus faibles succombent tandis que les plus forts subsistent : c'est ainsi qu'une race tend vers la perfection. Il n'en est pas autrement de l'espèce humaine. La charité méconnaît ce principe : sauvant ceux qui, dans une société, représentent les éléments viciés, imparfaits, elle trouble le jeu des lois naturelles et retarde le progrès.

D'autres, avec des prétentions scientifiques moins élevées, déclarent simplement que la charité, encourageant la paresse et les vices, est plus dangereuse qu'utile.

De pareilles conclusions sont évidemment paradoxales. On aurait tort cependant de refuser toute portée aux arguments sur lesquels elles reposent. La charité — et c'est là sans doute tout ce que veulent dire les théoriciens les plus féroces — la charité, si respectable dans son principe, ne va pas sans danger et ne doit pas être pratiquée à la légère. Comme tous les autres, cet emploi de la richesse exige une juste mesure, une extrême attention. Il faut distinguer avec soin la vraie misère de celle qui, volontaire, n'est qu'une forme de la paresse et du vice. Et quand le secours peut être accordé, il doit être proportionné à l'effet qu'on en peut attendre : aider à se relever ceux qui en sont encore capables, adoucir le malheur des autres, mais sans les dispenser de l'effort personnel et de la prévoyance.

On voit combien le progrès social est chose complexe, difficile à réaliser. Pour qu'il eût lieu aussi rapidement que possible il ne suffirait pas que les individus qui composent une société comprissent l'importance des divers emplois que la richesse peut recevoir, il faudrait encore qu'ils sussent faire, avec une précision parfaite, la part de chacun de ces divers emplois. Il n'en a jamais été ainsi : les sociétés mêmes qui se sont le plus perfectionnées ont toujours péché en quelque point, et le progrès n'a, jusqu'ici, marché que d'un pas inégal. Mais si l'idéal paraît presque irréalisable, au moins

faut-il y tendre. L'économie politique, en leur montrant le but, aide les hommes à s'en approcher.

L'épargne. — Ses sources : la prévoyance. — On comprendra maintenant sans peine de quelle importance est, pour un pays, le développement de l'esprit d'épargne chez les individus qui le composent. De tous les obstacles qui peuvent s'opposer au progrès social, le plus grave à coup sûr serait celui qui résulterait d'un goût démesuré pour le bien-être et les jouissances de toutes sortes. La richesse étant anéantie à mesure qu'elle serait produite, il serait impossible d'augmenter le capital confié à l'industrie, d'entretenir d'une façon suffisante le mouvement des idées, d'améliorer le sort des classes laborieuses, etc. Tous ces résultats si désirables, au contraire, l'épargne les rend possibles.

Nous avons déjà rencontré l'épargne¹ et nous l'avons définie. Elle consiste dans un effort d'abstinence par lequel l'individu réduit ses consommations personnelles. Elle a sa source dans la prévoyance. C'est parce que l'individu, songeant à l'avenir, escompte en quelque sorte ses besoins futurs et ceux des personnes dont il a la charge, qu'il modère ses dépenses et se réserve des ressources par l'épargne. Mais, comme il arrive presque toujours, l'acte qu'il a accompli en vue de son propre avantage ne l'intéresse pas seulement, mais aussi la société tout entière. Ce n'est en effet qu'à la condition que la plupart, ou tout au moins une portion suffisante de ses membres s'abstiennent de commander à l'industrie et de consommer tout ce qu'ils ont le pouvoir d'acquérir en objets propres à l'entretien de la vie et aux jouissances, que la société pourra employer une partie de ses forces productrices à l'augmentation des capitaux, à l'entretien des hommes qui cultivent la science, à l'éducation et à l'instruction de la jeunesse, à l'amélioration du sort des classes laborieuses, etc.

Il serait sans doute excessif d'imaginer qu'il suffit d'épargner pour obtenir toutes ces améliorations. Effort d'abstinence, l'épargne laisse seulement disponible une partie des forces industrielles : il reste à savoir quel emploi en sera fait. Un peuple qui épargne beaucoup, peut, par impéritie, n'augmenter que lentement ses capitaux ou bien mépriser la science et l'art, ou se montrer dur aux infortunes. Il ne suffit donc pas d'épargner pour progresser de toutes manières. — Encore faut-il observer que l'habitude de l'épargne engendre inévitablement au moins deux bons résultats. Le capital mis à la disposition de l'industrie augmente nécessairement, car la plupart de ceux qui ont épargné, cherchant à employer productivement leur épargne, la lui confient. Par là même, le nombre des em-

1. Voy. *suprà*, p. 95.

ploi offerts aux ouvriers augmente et le taux des salaires s'élève. Quant aux autres progrès désirables, si l'épargne ne suffit pas à leur réalisation elle y est indispensable. Elle permet de transformer en vertus actives et fécondes ce qui resterait sans elle à l'état d'aspirations impuissantes.

De la prodigalité. — Les mérites mêmes que nous reconnaissons à l'épargne montrent assez les dangers de la prodigalité. Le prodigue est celui qui, ne mesurant pas ses dépenses à son revenu, dilapide son patrimoine en consommations qui flattent ses goûts. En agissant ainsi, non seulement il se met dans l'impossibilité de coopérer au progrès social par un bon emploi de la richesse, mais il enraye ce progrès parce qu'il absorbe, pour son propre entretien, une trop forte part des forces productrices de la nation. Le penchant à la prodigalité engendrerait donc des conséquences funestes s'il se généralisait dans une société.

Pourtant il est hors de doute que l'opinion publique est peu sévère pour les prodigues. Son indulgence s'explique parce que l'acte accompli est comme dissimulé, l'analyse scientifique permettant seule de l'apercevoir : c'est ici l'un des cas où, selon l'expression de Bastiat, il faut, derrière *ce que l'on voit*, chercher *ce que l'on ne voit pas*.

Ce que l'on voit, c'est une somme d'argent passant des mains du prodigue en celles des industriels qui lui vendent leurs produits. Celui qui dépense 100.000 francs, par exemple, en achats de vêtements, de denrées rares, d'œuvres d'art, etc., cesse sans doute de posséder les pièces de monnaie avec lesquelles il a payé ses acquisitions ; mais ces pièces se retrouvent chez le fabricant d'étoffes, chez le tailleur, chez l'agriculteur, chez l'artiste, auxquels il a commandé du travail. Il semble donc que la prodigalité n'ait d'autre effet que de modifier la distribution des richesses. On pourrait même penser qu'elle la modifie utilement puisque le prodigue *paye* les divers objets qu'il consomme, c'est-à-dire *commande du travail*, fait vivre des ouvriers. Et c'est bien en effet ce que le bon sens populaire, pour une fois égaré, croit proclamer par cette maxime un peu triviale : « La prodigalité fait aller le commerce. »

Mais, *ce que l'on ne voit pas* assez, c'est que le prodigue en gaspillant ses 100.000 francs a commandé des objets pour les consommer, tandis que, s'il eût placé la même somme, en la prêtant à un fabricant de drap par exemple, il eût permis d'augmenter la masse des richesses qui se distribuent entre tous, servent à entretenir les producteurs et, par là, aident à produire de nouvelles richesses. Il a fait vivre des ouvriers sans doute, mais pendant le temps seulement que ces ouvriers ont consacré à fabriquer les objets par lui commandés, tandis que ses 100.000 francs, bien employés, pou-

vaient indéfiniment entretenir des travailleurs. C'est donc une erreur d'imaginer que la prodigalité déplace seulement la richesse, elle l'anéantit; c'est une erreur aussi de croire qu'elle « fait aller le commerce, » elle diminue au contraire la somme des capitaux disponibles.

Le luxe. — On ne peut donc hésiter à condamner la prodigalité. Nous n'en dirons pas autant du luxe.

Le luxe ne doit pas être confondu avec la prodigalité. Cette dernière suppose le luxe car c'est pour se procurer des jouissances que le prodigue se ruine : le luxe, au contraire, ne suppose pas la prodigalité. Il se combine même fort bien avec l'épargne, car un individu riche peut, tout à la fois, vivre luxueusement et placer chaque année une portion de ses revenus.

Il est impossible de préciser ce que l'on doit entendre par *le luxe*. Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'il commence où finit le bien-être, supposant par conséquent dans les désirs un certain besoin de raffinement ou de somptuosité. La notion de luxe reste ainsi assez vague; mais elle est heureusement de celles que l'on conçoit généralement mieux qu'on ne les définit.

Des économistes rigoristes ont blâmé le luxe, le considérant comme un abus aussi fatal au développement de la richesse qu'aux progrès de la moralité. En consommant pour leurs jouissances, ont-ils dit, des richesses qui pourraient être épargnées, ceux qui font des dépenses de luxe arrêtent l'accumulation des capitaux, diminuent l'abondance de la production, restreignent le nombre des emplois et empêchent la hausse du salaire, etc..., ralentissent, en un mot, le progrès social. N'est-il pas évident qu'une nation serait mieux pourvue des objets qui sont utiles à tous si une partie de ses forces productives n'était consacrée à produire des choses que quelques-uns seulement sont en mesure de consommer?

En réalité, ceux qui font ce raisonnement ne condamnent pas seulement le luxe. Le besoin de bien-être, lui-même, leur paraît blâmable. Préoccupés à l'excès du désir de voir les richesses s'accumuler dans une société, convaincus que l'abondance croissante des objets nécessaire à la vie permettra seule de supprimer la misère, ils voudraient proscrire toute consommation non reproductive en dehors de celles qui répondent aux besoins absolus de l'existence. La culture des arts leur apparaît presque comme une superfluité regrettable, et, quant à la science, ils n'en comprennent l'étude qu'à la condition qu'elle soit dirigée dans le sens des applications industrielles.

Mais, sans parler de ce qu'il y a de chimérique à vouloir que l'esprit humain se développe en poussant ses recherches d'un seul côté, il n'est pas vrai que le développement du luxe arrête l'accumulation des capitaux et des richesses au sein d'une société. Bien

au contraire, il a un rôle économique qui consiste précisément à activer cette accumulation.

Le luxe, en créant la variété des occupations et le désir des perfectionnements, met en valeur les capacités spéciales des individus, entretient l'émulation, active le mouvement des idées, et finalement augmente la productivité de l'industrie. S'il n'existait pas, la production, devant se borner à fournir les seules choses jugées indispensables à la vie, n'offrirait au choix des individus qu'une variété d'emplois très restreinte : l'esprit de recherche et d'invention disparaîtrait, ce serait la médiocrité industrielle bientôt suivie de la décadence.

D'autre part, on ne saurait oublier que les hommes ne travaillent guère qu'en vue de satisfaire leurs besoins. Peu nombreux sont ceux qui trouvent dans la conscience du service rendu à l'humanité une récompense suffisante de leur peine. Combien, au contraire, intelligents et expérimentés, cesseraient de concourir à la production dès qu'ils se seraient mis à l'abri du besoin, si on leur refusait les jouissances dont le désir entretient leur activité?

Ajoutons enfin que le luxe chez quelques-uns est le commencement d'un plus grand bien-être pour tous. Il en est ainsi pour tout dans l'humanité. Idées et besoins naissent chez un petit nombre pour se répandre ensuite dans la masse. Cela est si vrai que, selon l'observation de Mac-Culloch, « il n'est pas un seul objet parmi ceux qui sont tenus pour indispensables à l'existence, ou une seule amélioration d'une nature quelconque, qui n'ait été, à son apparition, dénoncée comme une superfluité ou comme étant nuisible ». « Les chemises étaient, au xiv^e siècle, un luxe royal; l'usage des mouchoirs s'introduisit chez les grands vers la fin du xv^e siècle. Un chroniqueur anglais de la fin du xvi^e siècle s'indigne qu'on ait poussé la recherche jusqu'à remplacer la vaisselle de bois par la vaisselle d'étain; l'emploi du chêne au lieu du saule dans les charpentes, le nombre des cheminées, tout ce qu'il y a de plus judicieux à nos yeux dans les dépenses a été à l'origine taxé de prodigalité inutile. Le scandale est surtout grand au xvi^e siècle lorsque le luxe, tel qu'il est alors compris, se propage de la noblesse aux bourgeois enrichis. Un vieil auteur italien, Jean Musso, s'indigne quand, à l'éclairage des torches, on commence à substituer des chandeliers de suif ou de cire placés sur des chandeliers! A la fin du xviii^e siècle, nos paysans ne portaient guère que des sabots, quand ils n'allaient pas pieds nus. Le plus rigoriste n'oserait de nos jours proposer le retranchement de la plupart des objets de consommation qui, en remontant à trois siècles en arrière, étaient encore ou ignorés, ou considérés comme des nouveautés dangereuses.¹ » Les riches sont donc, à ces points de

1. M. Cauwès. *Précis d'Économ. polit.*, t. I, p. 397

vue, les éducateurs du peuple. En s'inspirant eux-mêmes, dans leurs consommations de luxe, d'idées saines ou élevées, ils lui apprennent à embellir sa vie par les raffinements matériels ou à l'ennoblir par de pures jouissances.

L'économie politique ne peut donc pas condamner le luxe. De même que la morale doit voir dans le luxe bien compris un élément indispensable au perfectionnement de l'esprit humain, l'économie politique y trouve une manifestation nécessaire des progrès du grand moteur économique : le besoin.

Il faut seulement que le goût du luxe ne dégénère pas en un besoin de jouissances vulgaires ou d'orgueilleuse ostentation. L'histoire ne fournit que trop d'exemples de ce genre de perversion. Trop longtemps le luxe n'a été que le faste de souverains sans responsabilité qui ne songeaient point à mettre une proportion entre leurs dépenses et les services qu'ils rendaient; ou bien, comme au moyen âge, il n'a consisté qu'en débauches grossières ou en vaniteuses somptuosités. Il n'en est plus de même aujourd'hui. La civilisation tend sans cesse à l'épurer, en même temps qu'elle y fait participer un plus grand nombre de consommateurs. Pour les jouissances matérielles, de table, de vêtement, d'ameublement, etc., le goût tend à se substituer à la profusion et à l'apparat. D'autre part, l'industrie, par une foule de procédés : gravure, lithographie, photographie, publications à bon marché, met à la portée de tous les chefs-d'œuvre de l'art ou de la littérature et les découvertes de la science. Enfin l'État et les communes, en créant ou entretenant des jardins publics, des bibliothèques, des musées, etc., permettent aux plus déshérités certaines jouissances de luxe et diminuent ainsi l'effet des inégalités sociales. Avec ces caractères, et maintenu dans des limites convenables, le luxe est essentiellement civilisateur.

Lire dans les *Extraits* :

Franklin : Réflexions sur le luxe (p. 72).
Bastiat : La vitre cassée. — Toute destruction est un mal (p. 325).



VINGT-SIXIÈME LEÇON

CHAPITRE II

De quelques institutions ayant pour objet d'encourager certains emplois de la richesse. — Associations coopératives de consommation. — Caisses d'épargne. — Assurances. — Assistance publique.

Programme officiel : L'Épargne (*suite*). — Assurances sur la vie, contre l'incendie et les divers accidents. — Caisses d'épargne. — Sociétés de secours mutuels.

Parmi les divers emplois que les hommes peuvent faire de la richesse, il n'en est guère qui, dans les sociétés avancées, ne donnent lieu à certains arrangements entre les particuliers ou à quelque intervention de l'État. Mais notre intention n'est pas d'examiner ici toutes ces combinaisons.

On connaît déjà celles par lesquelles les producteurs incitent ceux qui épargnent à leur confier les fonds épargnés. La création des bourses et des titres qui s'y négocient, les nombreuses variétés de rémunération, d'amortissement, de primes de remboursement, etc., n'ont pas d'autre objet. Nous nous bornerons à renvoyer aux renseignements antérieurement fournis sur ces divers sujets.

Le développement de la science et de l'art est également facilité par divers procédés : associations des intéressés en vue de s'aider les uns les autres, d'éclairer le goût du public, etc., subventions de l'État ou des villes sous diverses formes. — De même, l'éducation et l'instruction de la jeunesse sont généralement l'objet d'une sollicitude spéciale de la part de l'État. En France, par exemple, l'État fait de grands sacrifices pour l'enseignement à ses trois degrés, le supérieur, le secondaire et le primaire et l'on a récemment rendu l'instruction primaire obligatoire et gratuite. — Dans tous ces cas,